

Le budget ne contient aucune mesure contre l'inflation. Le gouvernement se contente apparemment de laisser la récession américaine gagner le Canada et y freiner l'inflation. Nous avons maintenant une véritable inflation par les coûts. Les syndicats américains acceptent des augmentations beaucoup plus faibles que les syndicats canadiens. Ils acceptent même des augmentations inférieures à celle du coût de la vie, de sorte que les travailleurs reçoivent en réalité moins qu'auparavant.

Par contre, au Canada, après qu'il y ait eu un règlement dans le voisinage de 60 p. 100 dans le cas des manutentionnaires du grain, voici que ceux qui sont à la tête des Lacs réclament ce qu'ont obtenu ceux de Vancouver et bien davantage. Le gouvernement n'a plus le contrôle de ses dépenses. Rien, dans ce budget, ne permet de croire que le gouvernement s'efforce de quelque façon de limiter ses propres dépenses. Même s'il est notoire que la hausse des prix de la nourriture l'année prochaine constituera l'un des principaux facteurs d'inflation, l'exposé budgétaire ne propose rien qui puisse aider l'agriculteur à produire davantage.

M. Bruce Whitestone, journaliste du *Herald Record* de Kitchener-Waterloo, écrit ce qui suit:

... le monde des affaires prend de plus en plus conscience de l'imminence d'un effondrement. Ainsi, que ce soit dans l'abstrait ou le concret, les mesures de lutte contre l'inflation se voient remises au second plan.

Les objectifs du budget, soit stimuler l'économie pour la remettre sur la voie de la croissance, créer des emplois, et convaincre la population en général et le monde des affaires en particulier que le gouvernement assume vraiment ses responsabilités, risquent fort de n'être pas atteints.

Le budget insiste beaucoup sur la nécessité d'accroître l'offre comme moyen de lutter contre l'inflation. Toute sujette à caution que puisse être cette attitude, le budget oublie presque le domaine de l'alimentation.

Et pourtant, les prix des aliments ont atteint des sommets plus élevés que dans tout autre secteur de notre économie, à l'exception de ceux de l'énergie, et tout porte à croire que les prix des aliments représenteront à eux seuls le plus important facteur inflationniste en 1975.

On n'a proposé aucune mesure en vue d'aider les agriculteurs à obtenir plus facilement des prêts ou en vue de les encourager à mettre de nouvelles terres en culture. De même, les éleveurs ne peuvent tirer aucun encouragement de ce budget.

Au niveau politique, M. Turner se heurte à une question fondamentale d'économie politique contemporaine. L'engagement à assurer le plein emploi ou le quasi plein emploi engendre très tôt une inflation dont le rythme érode le pouvoir d'achat plus rapidement que le gouvernement ne peut ajouter des hausses. Cette fois-ci, le budget ne s'attaque pas à cette question clé.

C'est là à mon avis l'un des grands problèmes que pose le présent budget.

Je voudrais maintenant aborder le sujet de l'imposition des industries primaires, et particulièrement celles du pétrole et du gaz. Il est peut-être malheureux, du moins pour l'Ouest du Canada, que l'on trouve du pétrole et du gaz naturel dans cette partie du Canada. Ce que l'on va faire de ces ressources est à mon avis d'une importance extrême pour l'unité du pays et l'avenir de la Confédération.

Une mauvaise administration de cet impôt peut entraîner des tensions très fortes, peut-être même fatales, à la structure confédérative du Canada. L'Ouest s'est toujours senti détaché du reste du pays, mais depuis l'époque de Louis Riel, de grandes forces ont joué pour l'unir au centre du Canada et lui rendre le régime confédératif souhaitable, même si parfois, il peut être gênant et peu rentable.

L'Ouest canadien est une région neuve. D'abord colonisé par des Ontariens et des Britanniques, il fut ensuite envahi par une vague massive d'immigrants de l'Europe

Le budget—M. Ritchie

centrale. Le seul lien qui unissait ces éléments hétérogènes, c'étaient la Couronne, le gouvernement et les institutions britanniques. Cependant, ces dernières années, ces institutions ont toutes disparu à la suite des efforts du gouvernement en vue d'établir une sorte d'identité canadienne. Les Canadiens de l'Ouest ne parviennent toutefois pas à s'identifier au caractère national. Ils se sentent détachés des symboles et des institutions du centre du pays. L'adoption de la feuille d'érable pour le drapeau canadien en est, à mon avis, un exemple. L'érable n'existe pas dans la plus grande partie du Canada et sûrement pas dans l'Ouest. C'est purement un symbole du centre et du sud du pays.

De même, la tentative pour se dissocier des symboles britanniques de la Couronne et des liens avec la royauté ont jeté à vau-l'eau les symboles traditionnels qui faisaient partie de l'identité des gens de l'Ouest. Il y a quelques années encore, bien que les gens de l'Ouest aient été insatisfaits de la Confédération, ils se considéraient principalement comme des protestataires. En faisant connaître leur sentiment par blocs de votes, ils espéraient remédier à certains de leurs griefs. Ce fut la raison fondamentale de la révolte agraire de 1921, de la montée du parti progressiste suivie, au temps de la dépression des années 30, des partis dissidents de la CCF et du Crédit social. Mais ces dernières années, ceux qui prônaient une certaine indépendance ou un détachement du gouvernement d'Ottawa n'étaient pas nombreux et étaient qualifiés de régionalistes. Dernièrement, de nombreux Canadiens de l'Ouest se sont mis à douter sérieusement de la valeur de leur association à la Confédération. On ne peut pas les rejeter comme des dingos ou des étourdis.

La découverte récente de ressources naturelles dans l'Ouest et le fait que les petits pays du monde sont aussi ou plus heureux que leurs voisins plus puissants ont inspiré à l'Ouest le désir d'une plus grande indépendance ou du moins de réformes constitutionnelles. Le mépris de ces aspirations sera à nos risques et périls. L'imposition des industries du pétrole et du gaz aura des effets désastreux pour l'Ouest et son développement futur.

Le projet du gouvernement de maintenir le prix canadien du pétrole au-dessous du prix mondial pour une période indéterminée, met à rude épreuve la crédibilité de l'Ouest. C'est d'autant plus absurde lorsqu'on s'aperçoit que l'approvisionnement en pétrole et en gaz bon marché de l'Ouest du Canada est extrêmement limité et durera au maximum quelques années. Non seulement les mesures du gouvernement fédéral nuiront énormément aux relations avec les provinces et avec l'Ouest, mais elles entraîneront presque nécessairement une pénurie de gaz et de pétrole qui nous rendra plus tributaires du pétrole sous-marin. Adieu la belle époque où nous pouvions attendre du pétrole et du gaz bon marché des sables bitumineux de l'Alberta.

● (2020)

Le ministre a déclaré qu'Ottawa réduirait sa part d'impôt grâce à un dégrèvement spécial de 10 p. 100 de l'impôt provincial, et qu'il la diminuerait encore par un dégrèvement des bénéfices tirés de la production de pétrole et de gaz qui serait de 10 p. 100 pour 1974, de 12 p. 100 pour 1975 et de 15 p. 100 pour 1976 et l'année suivante. En d'autres termes, le taux net de l'impôt fédéral en 1976 représentera 25 p. 100. En termes d'économie pétrolière contemporaine, cela signifie qu'en 1976, le taux fédéral d'impôt sera inférieur de 25c. par baril à ce qu'il est actuellement.